

**LES GREVES DANS LES
ALPES MARITIMES DE
1919 à 1929**

par P. FALCONNIER

Consciemment ou non, la Côte d'Azur de l'après première guerre mondiale rejette dans l'ombre les aspects sociaux qui peuvent noircir son image de marque, celle d'une région souriante, ensoleillée, où de riches étrangers et Français viennent passer les mois d'hiver. Certes, les Alpes-Maritimes ne connurent jamais ni fortes concentrations industrielles, ni problèmes sociaux insurmontables. Pourtant l'entre-deux guerres voit se développer un monde du travail de petits ouvriers et commerçants besogneux, sensibles aux difficultés de la vie quotidienne et n'hésitant pas à traduire leur mécontentement en organisant des conflits sociaux.

Dans un tel département, l'existence de grèves est quelque-chose d'incongru, de difficilement concevable aussi bien pour des esprits habitués à une vie dorée et calme que pour un petit peuple respectueux des barrières sociales. Aussi bien le département est-il conservateur en matière politique: au lendemain de la Grande Guerre, la gauche n'est représentée que par le radicalisme grassois qui d'ailleurs, selon les moments, s'allie sans vergogne aux milieux conservateurs. La situation économique n'autorise guère plus les mouvements sociaux: apparemment l'agriculture fait vivre sans grands problèmes, malgré une certaine émigration vers les villes, une population largement attachée aux idées de droite, tandis qu'un petit artisanat survit en attendant un déclin inexorable. Pierre angulaire de l'activité économique, le tourisme semble être un milieu tout à fait réfractaire à l'éclosion d'une conscience de classe. Enfin une branche du bâtiment en progrès, ainsi que quelques industries, rares et dispersées, complètent un tableau économique dont la caractéristique dominante, en apparence tout au moins, est un équilibre harmonieux qui bannit toute idée de luttes sociales. Lais en 1918-1919 des faits nouveaux se pressent, qui brutalement projettent le monde du travail régional au premier plan de l'actualité sociale des Alpes-Maritimes.

I.- Les causes des grèves et leurs chances de succès au lendemain de la Grande Guerre.

Comme toutes les guerres, celle de 1914-1918 eut des prolongements sociaux importants qui se traduisirent en France par la croissance du syndicalisme et de grandes grèves. Les Alpes-Maritimes n'échappèrent pas à ces mouvements sociaux, dont les causes étaient partout identiques: hausse du coût de la vie, chômage aggravé par la démobilisation, en bref, une insatisfaction générale des travailleurs. Néanmoins les travailleurs du département semblaient au départ fort mal placés pour aboutir à la satisfaction de leurs revendications, en effet, le syndicalisme des Alpes-Maritimes se présentait en 1919 comme une structure corporatiste qui interdisait au monde du travail un regroupement efficace.

a) Les difficultés quotidiennes de la vie.

Pour la famille ouvrière niçoise en 1919, la misère est inconnue; certes, les besoins élémentaires couvrent à peu près la moitié du budget (50,3% en 1919 et 54,8% en 1920)¹, mais la nourriture est assez abondante: beaucoup de pain (0,5 kg par jour et par personne), de pâtes (10 jours de nourriture), de pommes de terre, et aussi de la viande en quantité suffisante puisque chaque membre de la ramille a droit à 4 kg par mois. Si les frais de fonctionnement de la maison ne sont pas excessifs, par contre l'habillement représente une dépense importante à cause du prix élevé des vêtements et chaussures. Quelques frais annexes et peu importants (par exemple les impôts représentent moins de 1% du budget, complètent une situation financière qui exclut à peu près les "frais divers" (3 à 4% du budget) peu de divertissements, pas de voyages. Cette faible part accordée aux frais imprévus (comme par exemple une maladie) témoigne d'une situation précaire: une aggravation brutale du coût de la vie peut

¹ D'après un document probablement dressé par un syndicat et concernant une famille niçoise de 3 personnes: le mari, la femme et l'enfant. Arch. munic. de Nice, dossier Travail F.

alors provoquer rapidement des problèmes insurmontables.

Et c'est effectivement ce qui se produit en 1919-1920.

Unanimes les journaux régionaux se plaignent de la "cherté de la Vie", qui alimente une chronique quotidienne. Un article du "Petit niçois" résume la pensée commune : tout monte, le prix des aliments, l'habillement, les salaires, les traitements, les loyers. Les revendications sont de plus en plus nombreuses, augmentent chaque jour d'un chaînon le poids de la lourde chaîne qui nous entraînera à la banqueroute"².

Régulièrement les journaux publient des prix de denrées en augmentation: tout est en hausse, rien ne baisse. Pourtant la hausse est loin d'être uniforme³; certains prix accusent même une tendance à la baisse. Ainsi, entre 1919 et 1920, les légumes sont à la baisse et la viande à la hausse; les hausses l'emportent toutefois, surtout sur les produits de consommation courante comme le beurre (+20% en un an) le lait (+36.3%) et le pain dont le prix a exactement doublé. De plus le poisson est hors de prix les buralistes manquent de tabac⁴, et les prix des services, comme par exemple les tramways⁵, sont en constante augmentation.

Ainsi, au lendemain des hostilités, la hausse des prix est très importante et ronge le pouvoir d'achat des travailleurs. Ceux-ci sont d'autant plus inquiets qu'une menace grave pèse constamment sur l'emploi.

b) Aggravation des conditions de travail.

Deux paramètres spécifiques aux Alpes-Maritimes caractérisent l'emploi: l'importance de la main-d'œuvre immigrée, surtout Italienne, ainsi que l'importance du travail saisonnier, que ce soit dans les travaux agricoles ou avant tout dans l'industrie hôtelière. La conjonction de ces deux données crée, chaque année, un problème temporaire ou Latent. En 1918, le retour des démobilisés aggrave le problème de l'emploi.

Au nombre de 99.650 dont 75.649 Italiens, les étrangers n'ont jamais été une menace pour l'emploi; au contraire, lorsque des difficultés apparaissent, ce sont les premières victimes, car ils ne trouvent plus à s'embaucher. Eventuellement, les immigrés peuvent servir de boucs émissaires: on les rend alors responsables des difficultés que l'on n'est pas en mesure de résoudre. Conscientes de ce problème, les autorités départementales tentent de régulariser l'arrivée de la main-d'œuvre étrangère sur le marché du travail en créant à Menton, au début de l'année 1920, un "Dépôt des placements de la main-d'œuvre étrangère". Toutefois cette action se révèle insuffisante, et les Français gardent toujours priorité pour trouver un emploi, surtout les démobilisés.

Le retour des glorieux poilus gonfle rapidement un marché du travail déjà saturé par suite du ralentissement économique. Or les démobilisés, que leurs sacrifices pendant quatre années ont rendus plus exigeants, briguent des emplois qu'ils n'exerçaient pas avant-guerre. C'est ainsi que pour avoir servi dans les bureaux militaires, un grand nombre d'anciens soldats se présentent à l'Office de la main-d'œuvre de Nice en qualité de comptables, employés de banque ou de toute autre administration. Leur placement s'avère très difficile, et on ne peut guère leur confier que des emplois subalternes, comme ceux de gardiens de propriété, gérants ou concierges. Leur nombre est élevé: en 1919, dans les Alpes-Maritimes ce sont 2.069 anciens soldats qui retrouvent un emploi, soit 31% du nombre total des placements effectués cette année là⁶. Enfin, la gravité du chômage dans la région a résulté d'une conjoncture tout à

² Le Petit Niçois, 5 juin 1919

³ D'après les mercuriales citées en 1919 et 1920 in Bulletin Municipal de Nice.

⁴ L'Eclairer de Nice, 5 mars 1919.

⁵ -----d°-----5 janvier 1919

⁶ Rapport sur le fonctionnement de l'Office départemental du Travail et de la main-d'œuvre en 1919"- Archives municipales de Nice dossier Travail F.

fait spéciale: les démobilisés ont essayé de trouver du travail au moment même où la saison touristique finissait. En effet, l'activité touristique ayant tant bien que mal survécu à la guerre, les mois de mars, avril et mai 1919 virent, comme à l'accoutumée, la fin de la saison se traduire par la restriction du personnel dans les maisons de commerce et par la fermeture des hôtels. Ainsi en 1919, le flot des démobilisés grossit celui des chômeurs saisonniers, aggravant une situation déjà précaire et retardant une éventuelle amélioration du marché du travail dans le département.

En 1919, 9.656 chômeurs se présentent à Nice qui peut en placer 6537, soit 67,7%. Le tiers des chômeurs ne trouve donc pas de travail. Parmi ceux qui obtiennent un emploi, il faut noter d'une part l'importance des femmes (32,6%), et d'autre part la nécessité pour certains travailleurs (28,8%) de quitter le département. Ceux qui refusent de quitter le département grossissent les rangs des mécontents.

Les secteurs socio-économiques les plus sérieusement atteints par le chômage sont le bâtiment (70,5% des ouvriers de cette branche doivent quitter le département), et bien entendu, le tourisme: sur les 451 chômeurs placés par l'Office dans le département, 62% trouvent à s'embaucher dans le secteur touristique. Ce chiffre situe l'importance du tourisme, 3 chômeurs sur 5 cherchent un emploi dans cette profession. En 1920, l'Office peut encore effectuer 6429 placements alors que la situation de l'emploi s'étant aggravée, il n'y en a que 4024 en 1921; puis 1922 marque une reprise avec 6416 placements. Par la suite le chômage sera pratiquement résorbé.

Enfin, en 1919-1920, la crainte du chômage ainsi que la hausse des prix forment les deux causes essentielles du déclenchement des grèves.

e) L'état d'esprit des travailleurs.

"Le spectacle quotidien de la bourgeoisie oisive et installée dans un luxe criard éveille la conscience de classe et compense l'absence de concentration ouvrière"⁷.

C'est pour ces mots que Virgile Barel, alors instituteur et militant syndical et politique, caractérise l'état d'esprit des travailleurs des Alpes-Maritimes au début des années 1920. Cette impression des ouvriers d'appartenir à un monde clos inséré dans un monde de luxe doit cependant être nuancée: en effet, le spectacle de la bourgeoisie a souvent donné aux travailleurs l'ambition d'une rapide élévation sociale. En outre, un contact permanent de certaines catégories de travailleurs avec ce monde doré pouvait les "complexer", comme en témoigne la lettre d'un employé d'hôtel en grève pendant la saison d'hiver 1919-1920 à Menton

"Je ne concevais pas, dans mon esprit fruste, que des employés d'hôtel, ceux que plus tard on appellera "les prolétaires en faux-col" puissent se mettre en grève; pour moi la grève ne devait être que le fait des travailleurs qui effectuaient les tâches et les travaux apparemment les plus pénibles: terrassiers, maçons, mineurs, ouvriers d'usine, etc., mais non de ceux qui cotoyaient et servaient les riches et les bourgeois, de ceux qui, dans leur travail étaient bien habillés et gardaient les mains propres"⁸.

L'opposition latente entre le monde du travail et un milieu social élevé pouvait connaître deux solutions: soit l'impossibilité pour les travailleurs de concevoir une lutte possible contre les riches, et donc l'individualisme l'emportait, soit la constitution d'un front social fortement uni, et dès lors le syndicat apparaissait comme puissant. Or, jusqu'à la Grande Guerre, le monde du travail des Alpes-Maritimes transige: il existe bien des syndicats (tendance au regroupement), mais largement teintés de corporatisme (tendance à l'individualisme professionnel). La structure corporatiste du syndicalisme est essentielle à la

⁷ Virgile Barel, Cinquante années de luttes, Paris, 1967, p. 63.

⁸ Id., p. 42.

compréhension du déroulement des grèves: après quelques succès suivis de graves échecs, les ouvriers prendront conscience de leur manque d'unité.

Au 1er janvier 1919, on dénombre dans les Alpes-Maritimes 41 syndicats ouvriers auxquels adhèrent environ 6 à 7000 travailleurs⁹. La plupart d'entre eux se déclarent "indépendants": par là, il faut entendre qu'ils n'adhèrent pas à la C.G.T., et ont des revendications purement professionnelles. Certains syndicats ouvriers sont même franchement partisans d'une étroite collaboration avec le patronat, comme par exemple le "syndicat fédéré des ouvriers de la Société du Gaz et de l'Electricité de Nice", créé en avril 1920, qui se flatte d'avoir été reconnu "officiellement" par son directeur et d'avoir pour devise: "l'évolution dans l'ordre" ¹⁰. La section de Nice, du "syndicat français du Rail", qui est d'ailleurs moins un syndicat d'ouvriers que d'agents de maîtrise, est violemment anti-marxiste; il rejette la lutte des classes et prône la collaboration de tous les producteurs.¹¹ Quant aux syndicats adhérents à la C.G.T., ils sont en 1919 fort rares, puisqu'au nombre de 5. Les années suivantes ils seront un peu plus nombreux mais toujours minoritaires.

Bien entendu ces divisions sont un obstacle lors d'une grève: le patronat pourra jouer sur les divisions internes des travailleurs pour faire évacuer certains conflits, d'autant plus que l'état d'esprit qui règne dans le monde est loin d'être révolutionnaire.

Ainsi, à la fin de la guerre, la baisse des prix et la crainte du chômage créent une situation sociale difficile: les grèves pouvant éclater à tout moment. Pourtant personne n'y croit vraiment: ni la bourgeoisie locale, habituée à un monde du travail relativement calme, ni même les ouvriers, dispersés, sans conscience de classe, et réfractaires à toute éventuelle contagion révolutionnaire.¹² Aussi bien les conflits sociaux bénéficieront-ils de l'effet de surprise: les premières grèves, dans l'ensemble, seront des réussites, mais bientôt les autorités et la bourgeoisie tireront parti des faiblesses du syndicalisme des Alpes-Maritimes.

II.- Succès et échecs des conflits sociaux: 1919-1922.

En 1919 la structure corporatiste du syndicalisme de la région sera-t-elle une gêne au déroulement des grèves? A l'inverse les conflits sociaux ne sont-ils pas en mesure de révéler aux travailleurs la nécessité de se regrouper en puissantes confédérations? Si finalement les grèves s'avèrent être corporatistes.

Sont-elles responsables, dans les Alpes-Maritimes, de l'échec terminal qui semble traduire la double scission des travailleurs?

A/ Le développement des grèves en 1919-1920.

Malgré une violente campagne de presse, les conflits sociaux se développent et inquiètent la bourgeoisie locale. Mais ces conflits sont-ils menés de telle manière que leurs résultats puissent être à la mesure de leur ampleur? Touchent-ils toutes les professions, s'étendent-ils à tout le département afin d'avoir des chances réelles de succès.

1) L'analyse des grèves par la presse.

Tous les journaux dont l'audience est importante se déclarent résolument contre la grève; cependant leur ton est plus ou moins nuancé, allant de la compréhension paternaliste à

⁹ Nous laissons de côté les 63 syndicats patronaux (4 à 5000 membres) ainsi que les 29 syndicats agricoles (un peu moins de 5000 cultivateurs); ni les uns ni les autres ne participent aux grèves. ,

¹⁰ Ach. Dép., Série M, travail, VI M, Syndicats 13, fiches signalétiques

¹¹ Id. Syndicats 14, fiches signalétiques

¹² La révolution russe n'eut pratiquement aucuns échos parmi les travailleurs des Alpes-Maritimes

la menace à peine voilée.

Le meilleur exemple de la volonté de "conciliation" est fourni par un article de LAFAYE, président du Syndicat d'Initiative de Nice, qui déclare en substance ¹³: les grèves troublent l'économie du pays alors que la Victoire exige l'entente entre employeurs et employés; cette entente est possible car il n'y a plus de classes sociales différentes.

Des classes sociales différentes ! ... Mais il n'y en a plus à l'heure actuelle. Il y a le monde du travail, comprenant à la fois les patrons et leurs ouvriers"¹⁴

De toute façon les patrons sont d'anciens ouvriers, et les ouvriers seront bientôt des patrons. Reprenant une idée semblable, le Petit Niçois précise que (...), "c'est au patron de se faire de l'ouvrier un ami et que, au fond, l'ouvrier n'a la haine ni du patron ni du capital: "L'ouvrier n'arrive à accuser le capital de tous les maux que parce qu'il désespère d'en avoir jamais un et voit là une inégalité sociale injuste et fatale"¹⁵,

Ainsi l'ouvrier aspire à devenir patron, bourgeois ou capitaliste; d'ailleurs (...) "un bourgeois est-il autre chose qu'un prolétaire qui est monté en grade par son mérite?"¹⁶. Quant au capitaliste (...) "c'est presque toujours un travailleur qui continue par conséquent à mériter sa situation"¹⁷; presque, car quelques-uns vivent d'une fortune héritée et ne travaillent pas; mais ceux-là ne sont-ils pas plus à plaindre que l'ouvrier, car ils vivent de "jouissances", tandis que l'ouvrier a (...) "la joie de vivre que donne seul le sentiment d'une activité utile et bienfaisante"¹⁸.

A en croire les journaux, l'ouvrier est bien le plus heureux, des hommes; mais alors pourquoi fait-il la grève? A cause des Boches, affirment les journaux! En effet, dès que la paix sera signée, des que les Allemands paieront, la situation sociale deviendra à nouveau normale ¹⁹. D'ailleurs les Allemands font exprès de ne pas signer la paix afin d'énerver les Français et de les diviser; les grévistes font donc le jeu des boches et le cri de "vive la grève" signifie "guerre à la l'armée"²⁰. La meilleure preuve que les grévistes sont des ennemis de l'intérieur, c'est qu'ils veulent importer le bolchevisme; car, comme chacun sait, (...) "le bolchevisme est une arme boche"²¹. Les grévistes sont tout simplement des (...) "pro-boches, saboteurs de la victoire française"²².

Ainsi les grèves sont inutiles car elles sabotent la Victoire. Elles sont également inutiles car elles provoquent la hausse du coût de la vie; considérant probablement l'ouvrier comme un "demeuré", un chroniqueur niçois écrit:

"Les quinze crèves qui se sont produites à Nice pendant le mois dernier ont donné satisfaction aux employés et ouvriers qui les ont provoquées, c'est-à-dire qu'ils ont obtenu une augmentation de salaires.

Alors vous voilà "augmenté", disions-nous à l'un d'eux. Très augmenté, nous répondit-il, et sous tous les rapports. Ainsi lorsque mon épicier, mon charbonnier et même mon propriétaire ont su, par les journaux, que je gagnais 3 francs de plus par jour, ils m'ont majoré chacun leurs prix, ce qui fait que si j'ai gagné 3 francs de plus, ils y passent.

- Alors ?

- Alors nous allons nous remettre en grève pour obtenir 6 francs.

¹³ L'Eclaireur de Nice, 30 mai 1919.

¹⁴ Le Petit Niçois, 16 mai 1919.

¹⁵ L'Eclaireur de Nice, 5 juin 1919

¹⁶ L'Eclaireur de Nice, 5 juin 1919

¹⁷ L'Eclaireur de Nice, 5 juin 1919

¹⁸ L'Eclaireur de Nice, 11 juin 1919

¹⁹ Le Petit Niçois, 6 juin 1919

²⁰ Le Petit Niçois, 6 juin 1919

²¹ Baumont Michel note que (...) "la sonorité des deux termes (boches et bolcheviks) a favorisé l'assimilation". Cahiers de la Méditerranée, juin 1973, p.12.

²² L'Economiste du Littoral et du Sud-Est, 24 avril 1919.

- Qui y passeront aussi, car votre épicier, votre cordonnier et autres majoreront leurs prix.

Le brave homme n'eut pas l'air de bien comprendre. Et pourtant ²³ si de manière générale les ouvriers ne comprennent rien à rien, ceux de notre région sont toutefois moins virulents; on se plaît à reconnaître que le 1^{er} mai 1919 -la manifestation du prolétariat niçois fut imposante par le calme dans lequel elle s'est déroulée. Pas un cri, pas une dissonance, pas un incident"²⁴. Ce qui n'empêche pas que l'on se gausse du "brave homme", heureux pour cette journée de chômage de n'avoir pas eu de journaux, de tramways, de commerces ouverts...²⁵. Ironie suprême, (...) "c'est dans les locaux appelés bourses du Travail qu'on a organisé ce chômage!"²⁶.

Malgré tout, on fait confiance à l'ouvrier niçois quand se dessine la grève générale décidée par la C.G.T. pour le 21 juillet 1919 ²⁷; effectivement de nombreux syndicats se prononcent contre cette grève qui aboutit à un échec dont se réjouissent les journaux.

Aussi, ils comprennent parfaitement que le C.G.T. est mal implantée dans la région, et pour éviter qu'elle ne se renforce, la presse s'en prend à la centrale ouvrière, jugée incapable d'entraîner l'ouvrier niçois: "Allons-nous nous remettre au travail? Pas encore, répond la C.G.T. par les manifestes qu'elle adresse aux ouvriers de France et par les apôtres de la grève Qu'elle délègue en province.

L'un de ces derniers est venu ces jours derniers à Nice pour y attiser le feu destructeur et régénérateur à la fois qui va passer sur la face du monde. C'est ainsi qu'il s'exprima devant un auditoire d'ailleurs très clairsemé, ce qui eut le don de provoquer son ire vengeresse. Il ne se gêna pas, en effet, pour vitupérer l'inertie du prolétariat niçois. Mais où donc ce dernier était-il? Dans les bals de quartiers..."²⁸

L'ironie est de mise en 1919, mais les conflits sociaux se poursuivent toute l'année et en 1920 elle laisse place à de violentes attaques contre la C.G.T. Cette dernière, en effet, inspire la crainte, et c'est avec satisfaction que la presse constate l'échec de la grève du 1er mai 1920, et avec une joie démesurée qu'elle annonce les poursuites engagées contre la centrale ouvrière.

En fait, les véritables problèmes ne sont jamais soulevés, et personne ne se demande qui sont les grévistes et quels sont leurs problèmes. Quand d'aventure une grève touchant au département est citée, c'est pour être critiquée; ainsi un journal signale-t-il une grève des tailleurs et tailleuses à Nice pour la regretter: "(nous regrettons...) les cortèges grotesques qui eurent lieu à cette occasion. C'étaient des fillettes de douze à quinze ans qui les constituaient et il fallait voir avec quelle ardeur elles conspuaient leurs patrons et patronnes... C'était plutôt Pénible"²⁹.

On se scandalise des grèves mais non pas du fait que des fillettes soient dans l'obligation de travailler si jeunes. La bourgeoisie s'intéresse peu aux hommes, mais énormément au bon fonctionnement de l'économie régionale; C'est ainsi que, par exemple, la presse s'élève avec une véhémence inouïe contre la grève, en janvier 1920, des garçons d'hôtel.

En définitive, la presse dans son ensemble est hostile aux grèves. Usant tant d'un ton de conciliation pour expliquer aux ouvriers où se trouvent leurs "intérêts", menaçant à d'autres moments les ouvriers "égarés", la presse régionale ne diffère en rien de la presse de droite en

²³ L'Economiste du Littoral et du Sud-Est 10 juillet 1919. Notons que pour les besoins de la démonstration, le chiffre de 15 grèves est exagéré et que les grèves n'ont pas toutes obtenu satisfaction.

²⁴ le Petit Niçois, 2 mai 1919

²⁵ L'Eclaireur de Nice, 3 mai 1919

²⁶ L'Economiste du Littoral et du Sud-Est, 8 mai 1919

²⁷ L'Eclaireur de Nice, 9 juillet 1919

²⁸ L'Economiste du Littoral et du Sud-Est, 17 juillet 1919

²⁹ L'Economiste du Littoral et du Sud-Est 17 avril 1920

France. Seulement elle est plus attentive au déroulement des grèves car pour la première fois elle constate qu'il existe bien un monde du travail dans les Alpes-Maritimes. Elle s'en inquiète et cherche à rassurer en flattant l'ouvrier; elle organise surtout un vaste "bourrage de crane" qui finit par porter ses fruits, tout au moins en partie. En effet, les ouvriers du département seront parmi les premiers en France à cesser les conflits sociaux.

2) Les conflits sociaux et leurs résultats.

En 1919, les grèves se déroulent dans le département, occupant 5.626 grévistes et occasionnant près de 90.000 jours de chômage³⁰. C'est beaucoup pour un département où le monde du travail s'était toujours montré discret, et on comprend l'animation dont certains hommes de gauche font preuve. "Je crus que l'heure de la prise du pouvoir était arrivée", écrit Barel³¹.

Nombre et pourcentage des grévistes en 1919

Établissements occupant X ouvriers	Nbre d'ouvriers total dans les étab ^{ts}	Nbre de grévistes dans les étab ^{ts}	% de grévistes
De 1 à 5	1147	976	85,1
De 5 à 10	1540	920	59,7
De 10 à 50	2529	2089	79,4
De 50 à 200	818	671	82
+ de 200	1000	970	97

C'est qu'en effet, une fois une grève déclenchée, elle est très largement suivie: en 1919, les grévistes représentent 78,9% de l'ensemble des ouvriers dont les établissements sont touchés par les grèves. C'est dire combien ces dernières font l'unanimité, bien qu'il y ait des différences sensibles. Ce sont les établissements les plus petits, occupant moins de 5 personnes, ainsi que les établissements les plus importants (plus de 50 employés) qui comptent les pourcentages de grévistes les plus élevés; les premiers parce que l'évolution économique les condamne déjà, les seconds parce que leur importance ne permet à leurs ouvriers d'être organisés et actifs. A l'inverse, les établissements n'occupant que de 5 à 10 personnes connaissent moins de grévistes.

Nombre et pourcentage des grévistes en 1920

Établissements occup. X employés	Nbre d'ouvriers total dans les étab.	Nbre de grévistes dans les étab.	% de grévistes
De 5 à 10	1130	1080	95,5
De 10 à 50	5601	3640	65
De 50 à 200	1330	1008	75,8

En 1920 on ne dénombre plus que 13 grèves, qui coûtent un peu moins de 40.000 jours de chômage. En revanche, alors que le nombre de grèves diminue, celui des grévistes augmente légèrement: Cela s'explique par le fait que les établissements touchés par les grèves sont plus importants. C'est ainsi qu'on ne trouve plus en grève d'établissements de moins de 5 personnes; à l'inverse, on ne trouve pas non plus d'établissements occupant plus de 200 personnes. Parties des petits établissements, les grèves n'ont persisté que dans les établissements de moyenne importance. Malgré ce ralentissement en 1920, les grèves sont toujours très suivies: 71% des ouvriers.

³⁰ Les chiffres sont extraits des volumes : Statistiques des grèves

³¹ Barel Virgile., Cinquante années..., op.cit.p.

L'ampleur du mouvement gréviste en 1919-1920 s'explique avant tout par la cherté de la vie. Il n'est donc pas étonnant que la revendication essentielle soit celle des augmentations de salaires, en deux années, sur 39 grèves, 34 éclatent pour obtenir des augmentations; dans 2 cas, c'est la seule et unique revendication, et dans 3 cas c'est la revendication essentielle, à laquelle est jointe celle de la journée de huit heures. Cette dernière demande est donc peu fréquente: une seule fois, en 1919, elle fait l'objet pour elle seule d'une grève. Il semble que les ouvriers se soient peu souciés de leur durée de travail pour se consacrer avant tout à l'obtention d'augmentations. Néanmoins les travailleurs n'hésitent pas à se mettre en grève pour obtenir la réintégration d'ouvriers licenciés; en 1919 se produisent trois grèves pour ce motif, dont l'une échoue, l'autre réussit, alors que la troisième fait l'objet d'une transaction (un ouvrier repris sur deux licenciés).

La transaction est le résultat le plus fréquent d'une grève. Sur les 39 conflits, 26 se terminent par cette solution qui consiste à concilier le point de vue des travailleurs et celui des patrons. C'est ce qui se produit, entre autres exemples, lors de la grève des menuisiers en juin 1919; avant la grève, les salaires variaient de 7 à 12 francs par jour, et la journée de travail était de dix heures. Les grévistes demandent la journée de huit heures et des salaires de 20 francs par jour. Le premier point leur est accordé, mais le plafond des salaires est fixé à 14 francs. Tout le monde se déclare satisfait, et le travail reprend³².

Quelquefois les grévistes obtiennent entière satisfaction (lors de sept conflits) Par rapport au nombre total des grèves, les échecs sont assez rares (lors de six conflits), ce qui prouve d'une part l'ampleur du mouvement gréviste, et d'autre part la volonté d'apaisement du patronat et des autorités.

Les autorités, précisément, interviennent souvent pour faire cesser une grève: le préfet tache de trouver une solution à douze conflits, et le maire de "Nice et six. Le préfet et les Maires interviennent toujours en faveur des ouvriers: transactions et réussites sont souvent l'œuvre des autorités, jamais un échec.

Si l'on soupçonne bien un essoufflement du mouvement en 1920, néanmoins les deux années d'après-guerre connaissent, dans l'ensemble, des grèves d'une réelle importance. Encore faut-il, pour mesurer cette importance, déterminer si les professions touchées par les grèves sont celles qui soutiennent l'économie régionale.

3/ L'analyse socio-professionnelle des grévistes.

En 1919, les grèves affectent 685 établissements, dont plus de la moitié (375, soit 54%) occupent moins de 5 ouvriers. Bien que majoritaires les petits établissements n'occupent que 15,1% d'ouvriers. On trouve le plus grand nombre de ces derniers (35,8%) dans les établissements occupant de 10 à 50 personnes, bien qu'ils soient assez peu nombreux (15,5%).

L'importance des établissements en grève en 1919

Dans la première catégorie (1 à 5 employés), les boulangers sont les plus actifs: ils déclenchent 3 grèves qui atteignent 204 établissements³³. Dans la même catégorie sont touchés par les grèves 88 ateliers d'imprimerie, 40 menuiseries et 35 ateliers de plomberie.

Au-dessus de 5 à 10 employés, les premières victimes des grèves sont les magasins de confection (150 établissements touchés) et les petites entreprises de bâtiment (38 établissements)

³² A.D, série M, Travail, V M, Grèves 5.

³³ Etant donné que plusieurs grèves peuvent toucher les mêmes établissements, ces derniers sont parfois comptés plusieurs fois

L'importance des établissements en grève en 1919

Etab ^{ts} occupant X empl.	Nbre d'étab.	% des étab.	Nbre total d'ouvriers	% d'ouvriers
De 1 à 5	375	54,7	1147	16,1
De 5 à 10	188	27,4	1540	21,6
De 10 à 50	113	16,5	2629	36,8
De 50 à 200	8	1,2	818	11,5
+ de 200	1	0,1	1000	14
TOTAUX	585	100	7134	100

La diversité est plus grande lorsqu'on passe à la catégorie supérieure, de 10 à 50 employés: les professions qu'affectent les grèves sont par ordre, les charretiers (26 établissements touchés par deux grèves), les potiers (24 établissements), les mécaniciens-constructeurs (20 établissements), les marbriers (16 établissements), les employés de commerce (9 établissements) et les ouvriers vermicelliers (8 établissements).

Au-dessus de 50 employés, les grèves ne concernent plus qu'un seul établissement par profession: les plus importants sont les usines de parfumerie de Cannes, les ateliers de confection de chaussures, ou encore des services municipaux comme la compagnie T.N.L.(1000 employés à Nice)³⁴

Par conséquent on remarque qu'en 1919 les grèves se déroulent avant tout dans les petits établissements, et parmi les professions en retrait par rapport à l'économie régionale, sauf en ce qui concerne le bâtiment. Ce dernier apparaît à nouveau à la pointe des revendications sociales; par contre, l'hôtellerie ne connaît pas de mouvements grévistes.

En 1920 les grèves affectent 342 établissements, dont près de la moitié (46,5%) occupent de 5 à 10 ouvriers. Le plus grand nombre d'ouvriers (69,5%) se trouve parmi les établissements de 10 à 50 employés. Par rapport à 1919 le centre de gravité des conflits sociaux s'est déplacé vers des établissements de moyenne importance.³⁵

Parmi les petits établissements (5 à 10 employés) ce sont les entreprises du bâtiment qui paient le plus lourd tribut aux grèves: 115 petites entreprises paralysées. Au-dessus il faut noter des grèves dans des entreprises déjà affectées en 1919, comme les poteries ou les usines de parfumerie, mais aussi l'apparition très importante, et très remarquée, des grèves parmi employés des banques et les employés d'hôtels. C'est en janvier 1920, donc en pleine saison touristique, que ces derniers déclenchent leur grève: elle touche une centaine d'hôtels qui occupent 2.500 employés, dont 2.000 sont grévistes. L'impact de cette grève est tel qu'en une semaine les employés obtiennent une augmentation de salaires, la journée de 8 heures et le repos hebdomadaire.

Ainsi en 1920 se déroulent des grèves dans les mêmes secteurs socio-économiques qu'en 1919, mais avec la nouveauté des conflits dans les banques et dans les hôtels. Il est impossible de ne pas constater que cet élargissement du mouvement gréviste coïncide avec l'extension du syndicalisme ouvrier dans la fonction publique ainsi que, mais dans une moindre mesure, dans le monde hôtelier. C'est que souvent, en effet, les syndicats se créent à l'occasion d'une grève. D'ailleurs les professions les plus affectées par les grèves sont celles qui ont connu le meilleur développement syndical en 1919-1920.

³⁴ Une grève n'est pas mentionnée dans les sources officielles, celle des cheminots, en mai 1919, pour laquelle nous n'avons trouvé aucune précision; elle est simplement citée dans un document (A.D. série M, Grèves 5, pièce 241).

³⁵ En fait, les établissements de 5 à 10 employés sont encore de petits établissements.

L'importance des établissements en grève en 1920

Établ. occupant X empl.	Nbre d'étab.	% des établ.	Nbre total d'ouvr.	% des ouvr.
De 5 à 10	159	46,5	1130	14
De 10 à 50	175	51,2	5601	69,5
De 50 à 200	8	2,3	1330	16,5
TOTAUX	342	100	8061	100

Au total, l'économie de la région est réellement atteinte par les mouvements sociaux, mais les secteurs vitaux connaissent des fortunes diverses: alors que le bâtiment doit subir en 1919 comme on 1920 un nombre assez important de grèves, les commerces, en particulier ceux de l'alimentation, ne subissent des grèves qu'en 1919, et la branche hôtelière ne participe que rapidement au mouvement gréviste en 1920.

4/ Les grèves dans l'espace et dans le temps.

Où et quand les grèves se déroulent-elles?

Bien entendu, la prépondérance de Nice est écrasante; en 1919, sur 26 grèves, 21 se déroulent à Nice, une simultanément à Nice et à Cannes, 3 à Cannes et une à Vallauris. Rien d'étonnant donc, puisque cette même année Nice et Cannes sont des deux principaux pôles du syndicalisme ouvrier, alors que le syndicalisme à Grasse n'apparaît réellement qu'en 1920.

Et précisément cette année-là le mouvement gréviste s'étend à d'autres villes du département: sur les 13 grèves de 1920, seulement 6 se déroulent à Nice, puis 2 à Grasse, 2 à Menton, 2 à Vallauris et une à Cannes³⁶. En 1920, alors qu'il est en perte de vitesse, le mouvement gréviste s'étend au monde du travail des principales villes du département.

Les grèves en 1919 se déroulent pour l'essentiel en dehors de la saison touristique; la première grève éclate le 15 avril 1919 chez les tailleurs d'habits et les couturières, et se prolonge durant quatre semaines. C'est au mois de mai que le mouvement gréviste connaît son amplitude maximum avec 9 grèves: c'est la Conséquence des grands mouvements sociaux qui se déroulent en France après la manifestation du 1er mai 1919. En juin débutent 7 nouvelles grèves mais les mois suivants le mouvement perd de sa vigueur, peut-être à cause de l'ouverture de la saison touristique: être gréviste, c'est risquer de perdre son travail au moment même où l'on tente de relancer l'économie touristique. Néanmoins les grèves reprennent en novembre 1919 et se prolongent jusqu'en janvier 1920, date à laquelle entrent en grève les garçons d'hôtel. Les conflits sociaux s'apaisent ensuite pour reprendre assez discrètement en mai-juin, puis d'octobre à décembre 1920.

Il semble que les grèves, dans leur ensemble, aient plutôt été déterminées par des considérations nationales (mots d'ordre de manifestations et de grèves en mai 1919, par exemple) que locales, sauf en ce qui concerne les garçons d'hôtels. La saison touristique n'imprime pas, ou alors peu un rythme particulier au mouvement gréviste.

Sinon constaté réellement une extension spatiale des grèves en 1920, il reste néanmoins qu'elle est tardive; se produisant au moment où les grèves perdent de leur importance, elle a un impact moins grand. Dans le temps les grèves se déroulent par saccades, avec des moments forts et d'autres creux; l'absence d'un mouvement gréviste continu hypothéquait les chances de succès sociaux très importants.

³⁶ Dans un rapport de la Fédération Nationale des Travailleurs du bâtiment au Congrès de Dijon en mai 1921, nous avons trouvé mention de 5 grèves en 1920 dans la corporation du bâtiment, que les sources officielles n'ont pas comptabilisées: 1 se déroule à Nice et 4 à Antibes (Arch. C.G.T. Nice).

En définitive, l'optimisme révolutionnaire de certains travailleurs comme l'inquiétude de la bourgeoisie étaient également injustifiés dans les Alpes-Maritimes. En mai 1919, la vague de grèves peut faire illusion, puis rapidement apparaissent les insuffisances du monde du travail, qui découlent toutes de son esprit plus corporatif que politique. Le faible encadrement des travailleurs par la C.G.T. a empêché le mouvement de prendre de l'envergure; bien souvent d'ailleurs les grèves se déclenchent sans directives syndicales et les syndicats se créent même à l'occasion des grèves. Cette faiblesse interne du monde du travail est exploitée par la presse locale, représentative d'une bourgeoisie sur le point de se ressaisir.

B/ L'échec des conflits sociaux en 1921-1922.

La dissolution de la C.G.T. et l'échec des grandes grèves surtout parisiennes, redonnent confiance à la bourgeoisie alors que les travailleurs, sur le point de se diviser, apparaissent comme désarmés. Aussi très peu de grèves se produisent-elles en 1921 et 1922, se heurtant d'ailleurs à la réaction des autorités.

1) La fin des conflits sociaux.

En 1921 n'éclate qu'un seul conflit, celui des ouvriers de l'usine à gaz de Nice en février-mars. Ces derniers s'étaient déjà mis en grève en 1920, du 24 au 28 juin et avaient obtenu en partie satisfaction. Il n'en sera pas de même en 1921: la grève est un échec³⁷.

L'année 1922 est encore plus calme sur le front social, puisque l'on ne note qu'une seule grève à Beaulieu du 21 au 27 mars. Au nombre de 30, les chauffourniers (ouvriers de fours à chaux) ont décidé la grève afin d'exiger la réintégration de plusieurs ouvriers licenciés. Très rapidement la grève se révèle être un échec.

En deux années, deux grèves, deux échecs: le monde du travail paie le prix de ses faiblesses et de ses divisions.

2) Une grève dure: le conflit de la Compagnie du Gaz

Ce conflit est exemplaire³⁸, car révélateur des faiblesses des travailleurs et de leur démobilisation. Il montre également la manière dont ont réagi le patronat et les autorités. La publicité qui lui fut faite par la presse est à la mesure de son échec total; rien d'étonnant donc à ce qu'il n'y ait plus de grève pendant plus d'un an et une seule (celle des chauffourniers) en vingt-sept mois.

La grève mettra plus d'un mois à se déclencher. Le 10 janvier 1921, le "Syndicat des ouvriers et employés de la Société du Gaz et de l'Electricité de Nice" envoie au président de la société un cahier de revendications, dont la principale concerne la réclamation d'une participation de 5% sur les bénéfices. Le président refuse ce point, arguant du fait qu'en 1905 les ouvriers avaient eu à choisir entre une augmentation ou les 5% et qu'ils avaient choisi l'augmentation. Désireuse d'éviter un conflit au moment des fêtes du Carnaval, la municipalité propose un compromis d'arbitrage qu'acceptent les deux parties.

Les ouvriers désignent comme arbitre de leurs intérêts le docteur GILLARD, dont la presse trace ainsi le portrait, après que la grève ait éclaté: M. le docteur Gillard, qui a déserté l'ingrat métier de médecin pour s'adonner à la culture du communisme, s'exerce à son nouvel emploi.

³⁷ Une autre grève est mentionnée en nov. 1921, sans aucune précision dans le Bulletin du ministère du travail de janv-mars 1922. Nous n'en avons trouvé nulle trace.

³⁸ Il a fait l'objet d'un énorme dossier officiel contenant 180 pièces et rapports divers A.D., série M, Travail, Grèves 5, pièces 78 à 257. Toutes les indications de ce chapitre sont tirées de ce dossier

Apôtre de Lénine, fidèle à la 3e Internationale et commissaire du peuple déjà désigné pour prendre la présidence du Soviet qui, les temps étant révolus, doit administrer, si l'on peut dire, notre belle ville de Nice, le docteur Gillard excite, scientifiquement, les braves gens que sont les ouvriers de la Compagnie du Gaz, les intoxique de paradoxes insensés sur les droits du prolétariat et "les fait marcher" pour sa gloire, sa pitance et leur malheur"

"Le seul fait que ce malfaiteur public est le "deux ex machina" de cette grève ridicule en dénonce le mobile et le but, qui n'ont rien d'économique, mais sont d'essence politique et d'une politique révolutionnaire"³⁹.

Cette naïve (?) caricature traduit bien l'inquiétude des classes dirigeantes, qui entendent réagir avant même le début de la grève. Le directeur de la Compagnie fait pression auprès du préfet afin d'obtenir l'envoi de militaires destinés à accomplir le travail des grévistes.⁴⁰

A son tour le préfet, au début de février, écrit au préfet maritime de Toulon pour obtenir des ouvriers chauffeurs de la marine en cas de grève. Il accomplit la même démarche auprès du vice-amiral de Villefranche; cette dernière demande est accueillie favorablement.

Plus prévoyant que jamais, le préfet demande ensuite au général gouverneur de Nice le concours éventuel de la main d'œuvre militaire; mais le ministre de la Guerre refuse. Aussi le 17 février le préfet, écrit-il au président du Conseil et au ministre de l'Intérieur:⁴¹ " la distribution du gaz, dans un grand centre de 200.000 habitants comme la ville de Nice, présente incontestablement un caractère d'utilité publique; ce caractère est d'autant plus important que la plupart des ménages de Nice, y compris les ménages ouvriers, n'ont pas d'autres moyens de chauffage que le gaz pour assurer la préparation des aliments. Tout arrêt de l'Usine à Gaz et des services annexes peut donc avoir une répercussion immédiate sur la vie économique même de la ville et comme conséquence, sur l'ordre public".

Le préfet conclut en rappelant que l'Italie vient de créer un corps spécial, la Garde royale, dont la mission est en cas de grève, (...) "non seulement de maintenir l'ordre, mais aussi d'assurer le fonctionnement normal des grands services publics abandonnés par les ouvriers défaillants". Cette argumentation emporte la décision et le ministre de la Guerre, sur avis favorable du ministre de l'Intérieur, écrit pudiquement au préfet qu'il a accordé (...) "le concours de la main d'œuvre dont il s'agit". " Malheureusement l'autorisation date du mois d'avril, alors que la grève est terminée depuis plus d'un mois....

Entre-temps, le 10 février, le syndicat prévient le préfet du vote de la grève qui est prévue pour le 19 si la Compagnie ne cède pas. La Compagnie ne cède pas, mais le 19, le travail continue. Les ouvriers sont hésitants, mais finissent par voter le grève le 19 au soir. Le directeur est confiant, pensant assurer le service de l'usine grâce aux militaires et quelques non-grévistes; en effet, il se fonde sur les rapports quotidiens qu'un commissaire spécial de la Sûreté adresse au préfet dans le deuxième rapport du 19 février le commissaire note: "Il s'est créé un deuxième syndicat qui comprend un certain nombre de vieux employés qui certainement continueront à travailler et qui, grossis des défaillants et des, dissidents, arriveront à contrebalancer l'effectif gréviste".

Cet optimisme est injustifié puisque le 20 au matin aucun ouvrier n'a repris le travail. La réaction ne se fait pas attendre. Le préfet, pour sa part, demande à la police de surveiller l'usine, d'assurer la liberté du travail et met à sa disposition toute la force armée qu'il désire. De son côté, le directeur de la compagnie fait insérer dans l'Eclaireur de Nice et le petit Niçois, tous deux hostiles à la grève, la menace d'expulsion de tous les ouvriers qui n'auront pas repris le travail le 22 au matin. En attendant, dès les premiers jours de la grève, ce sont des

³⁹ L'Economiste du Littoral et du Sud-Est, 24 févr.1921

⁴⁰ Ce n'était pas nouveau; en juin 1920 les militaires avaient déjà assuré le service de l'usine, et la compagnie avait remercié le préfet pour les soldats "dont le travail a été très utile".

⁴¹ lettre citée en partie par Ralph Schor, Nice et les Alpes-Maritimes de 1914 à 1945, Nice, 1974, p. 39-40.

mécaniciens de la marine qui s'occupent du fonctionnement de l'usine à gaz.

Les grévistes ne restent pas non plus inactifs. Le 21 une délégation de quatre membres du comité de grève prend le train pour Paris afin de s'entretenir avec les ministres de l'Intérieur et du Travail. Ce déplacement se solde par un échec.

Chaque matin, les grévistes se réunissent à la brasserie Arson, selon des inspecteurs, ils sont 409, alors que sont restés "fidèles" les 35 membres du "Syndicat fédéré" (qui n'est ni fédéré, ni confédéré, mais "indépendant"), les employés de bureau, les spécialistes et le haut personnel. L'effectif total de la Compagnie est d'un peu, plus de 500 personnes; donc il y a environ 4/5 de grévistes.

Avant même que la grève ne soit achevée, la Compagnie envisage des "épurations". En effet le directeur a repéré "(...) cinq principaux meneurs" qu'il se propose de renvoyer. Parmi les cinq se trouvent trois Italiens, un Italien naturalisé français qui "(...) s'est fait remarquer par sa propagande anti-patriotique" et un Italien en instance de naturalisation. Pour ce dernier un commissaire précise: "il y aurait peut-être lieu de provoquer le refus de la faveur qu'il sollicite". Cependant, dans la Commission exécutive de la grève, on ne trouve que des français; aussi le commissaire explique-t-il: "les Italiens qui en faisaient partie ont jugé prudent de se retirer, dès le premier jour de grève, craignant sans doute d'être l'objet d'une mesure d'expulsion".

N'ayant pu obtenir suffisamment de militaires et de marins, la Compagnie embauche alors des chômeurs français au jour le jour. Durant la grève la moyenne d'embauchage journalière est d'environ 205; sur ce chiffre 170 sont des civils et le reste est composé de militaires et surtout de marins. L'appui militaire a donc été moindre que prévu.

Pour soutenir les grévistes, la section C.G.T. de la Fédération du Gaz dépêche à Nice un délégué le 1er mars. Dans un rapport du 2 mars le commissaire de la sûreté explique qu'il a assisté à une réunion du délégué; ce dernier critique les deux syndicats de n'avoir pas fusionné, de sorte qu'aujourd'hui le syndicat fédéré travaille, tandis que l'autre est en grève. Il a fait ressortir l'intérêt qu'il y avait pour les grévistes de s'affilier à la Fédération, c'est-à-dire la C.G.T.". Dans le même rapport le commissaire note l'inquiétude des ouvriers italiens qui craignent de perdre leur place au profit de chômeurs français.

Inquiets, songeant à reculer, les grévistes annoncent le 3 mars qu'ils reprendront le travail le 4 si aucun gréviste n'est renvoyé et si les pourparlers sur la question des 5% se poursuivent. Se sentant en position de force, la Compagnie répond "...qu'elle est disposée à reprendre les employés qui lui feront une demande individuelle de réintégration, mais se refuse à accepter tous ses employés sans distinction".

Aussi à cause de cette réponse, la grève continue le 4 mars. Mais le 5 au soir les ouvriers décident de reprendre le travail sans que la Compagnie ait cédé. Le 6 tous les ouvriers ont repris sauf 7 Italiens et 13 Français, qui sont congédiés comme meneurs. Ces 20 révoqués essaient le 7 au soir de grouper autour d'eux les autres ouvriers pour une grève de solidarité, mais ne parviennent pas à en réunir plus d'une quarantaine. C'est l'échec, l'indifférence.

Le 8 mars, le commissaire spéciale la sûreté envoie au préfet son dernier rapport: "Les agents non révoqués ont indiqué que la solidarité ouvrière se manifesterait vis-à-vis des victimes de la grève par l'attribution de secours importants (...). Il convient de noter et de souligner l'indifférence des corporations ouvrières pour le conflit qui vient de se terminer. Elle s'explique par ce fait que le syndicat du Gaz n'est ni affilié à l'Union des Syndicats, qu'il n'est ni fédéré, ni confédéré. LAGACHE, secrétaire général de l'Union des Syndicats essaya bien, il y a quelques jours, de provoquer un mouvement de solidarité ouvrière en convoquant à la Bourse du Travail le bâtiment, les Charretiers et Balayeurs, mais tous ses efforts restèrent vains".

C'est sur ce constat d'échec que se termine le conflit, le dernier du grand mouvement

gréviste d'après-guerre. Cet échec total est significatif pour plusieurs raisons: la grève n'a pas eu l'appui de l'opinion publique, ni le soutien des travailleurs qui apparaissent comme démobilisés. Echec aussi parce que les ouvriers sont divisés en deux syndicats, dont aucun n'est affilié à la CGT. Echec enfin car les faiblesses des travailleurs ont été comprises et exploitées d'une part par les autorités en accordant autant que possible l'appui de la police et de la main d'œuvre et d'autre part par le directeur de la Compagnie qui n'a pas hésité à menacer et à expulser des ouvriers. Non seulement la grève échoue, mais les travailleurs sont renvoyés, des Italiens servant de boucs-émissaires, et surtout des Français⁴².

Avec l'échec du conflit de la Compagnie du Gaz se clôt pour quelque temps le chapitre des grèves dans les Alpes-Maritimes. Le coup d'arrêt est brutal: la vague de grèves de 1919 - 1920 cesse dans les premiers mois de 1921. Profitant du grand mouvement ouvrier dans toute la France, les grévistes ont pu, en 1919-1920 arracher des concessions au patronat et voiler leurs faiblesses. En 1921 le mouvement des grèves reflue en France, et dans les Alpes-Maritimes cesse complètement, car le monde du travail de la région dès 1919 en retard quant à l'encadrement syndical et à la politisation des travailleurs, s'est démobilisé plus rapidement qu'ailleurs. En France le mode d'action des grèves et finalement leur échec ont conduit à la division des travailleurs. Quelles ont été les répercussions de cette division dans les Alpes-Maritimes?

C) La double scission des travailleurs.

En 1918 les effectifs socialistes dans les Alpes-Maritimes comptent moins de 50 personnes⁴³. Autrement dit, les socialistes ne représentent qu'une force tout à fait négligeable. En 1919 et 1920 la croissance socialiste est très forte, mais étant donné le point de départ très bas, le résultat reste décevant: en 1919 les effectifs sont passés à 400 unités, et en décembre 1920, à la veille du Congrès de Tours, on dénombre exactement 810 adhérents socialistes, soit l'infime taux par rapport à la population du département: 0,22 %.

Très intéressant à calculer est le pourcentage du nombre d'adhérents socialistes par rapport au nombre de syndiqués C.G.T. en 1920: 32.1% c'est à dire que l'on ne compte environ qu'un socialiste pour trois syndiqués C.G.T. Les travailleurs des Alpes-Maritimes sont, et seront longtemps plus attirés par le syndicalisme que par les partis politiques de gauche.

D'autre part, la comparaison entre le taux de croissance des effectifs socialistes et celui des suffrages électoraux socialistes en 1919 montre que l'accroissement en effectifs a été meilleur que l'accroissement électoral; la croissance socialiste ne se traduit pas au niveau électoral car les travailleurs influencés par la presse locale, semblent être méfiants dans leur majorité envers la gauche socialiste⁴⁴.

Quelques mois avant le Congrès de Tours, les partisans de l'adhésion à l'IIIe Internationale sont minoritaires dans le département (45%). Pourtant au dernier moment la

⁴² CARAMAGNA Paul, Les Italiens. Pp. cité, commet une légère erreur quand il écrit, p.107, "Dans tous les rapports de police, c'est l'élément italien qui est l'objet d'enquêtes, d'appréciations. Le syndicalisme français est à peine mentionné". En fait, si les Italiens apparaissent réellement menacés d'expulsion, les Français agitateurs" ou "communistes" sont plus étroitement surveillés. En définitive, dans cette grève, les Français sont plus touchés par les licenciements que les Italiens: 13 contre 7.

⁴³ KRIEGEL Annie, Aux origines du communisme français, 1914-1920, Paris, 1964, 2 tomes. Les indications chiffrées sont tirées des nombreuses cartes qui illustrent cette thèse.

⁴⁴ Néanmoins l'éclaireur de Nice peut s'alarmer des progrès socialistes aux élections de 1919: "Le parti socialiste s'est accru dans les Alpes-Maritimes et s'y organise. Appliquant strictement la discipline de parti, les socialistes ont voté en bloc pour leurs candidats et se sont ainsi reconnus et comptés. Il faut s'unir pour enrayer ce mouvement". 18 novembre 1919.

Fédération des Alpes-Maritimes vote cette adhésion et reste dans la majorité communiste⁴⁵. Après la scission, les effectifs communistes seront légèrement supérieurs aux effectifs socialistes: un peu plus de 400 pour les communistes, un peu moins pour les socialistes.

Les conséquences du vote en faveur de la IIIe Internationale ont été très importantes: L'extrême-gauche des Alpes-Maritimes prend une orientation communiste; désormais les communistes réussiront toujours mieux que les socialistes.

L'audience communiste restera supérieure aux effectifs du groupe; la Fédération perdra quelques adhérents et se stabilisera aux environs de 300 unités au début des années 1930⁴⁶. On peut donc parler d'un groupe communiste puissant avant la grande crise et le Front populaire. Quant aux socialistes, leur nombre semble encore être plus restreint. Finalement les travailleurs des Alpes-Maritimes préfèrent s'expliquer par l'intermédiaire des syndicats.

D) La scission syndicale.

Sur les 6 syndicats C.G.T. que comptent les Alpes-Maritimes en 1918⁴⁷, 5 sont favorable à la majorité confédérale du Congrès de Paris, soit 83% , alors que la moyenne nationale est de 72.4%.

Mais la croissance rapide de l'union départementale C.G.T. des Alpes-Maritimes modifie les données: au congrès de Lyon en 1919 les minoritaires favorables aux communistes ont désormais pour eux 7 syndicats, alors que 9 refusent de voter contre le comité confédéral. Les minoritaires ne représentent plus dans le département que les syndicats alors que la moyenne nationale reste élevée à 67.3% ; autrement dit le syndicalisme Alpes-Maritimes a plus rapidement qu'ailleurs glissé vers le communisme.

Pourtant ce glissement est freiné en 1920: sur 21 syndicats C.G.T., 13 (63%) votent le rapport moral du Congrès d'Orléans, alors que 8 (37%) se déclarent contre. Ces pourcentages sont identiques à la moyenne nationale.

Au congrès de Lille, en juillet 1921, sous la direction de la C.G.T.U., le Comité Confédéral national somme les minoritaires de se plier aux décisions communes ; la majorité l'emporte de justesse avec 52,8% des voix. ; mais dans les Alpes-Maritimes la situation est inversée 10 syndicats se prononcent contre le rapport moral (48%), 9 sont pour (41%) alors que 2 s'abstiennent. La minorité communiste au niveau national est majoritaire dans les Alpes-Maritimes.

Au congrès constitutif de la C.G.T.U. à St Etienne en juin 1922 participent 13 syndicats des Alpes-Maritimes, alors que 8 sont restés fidèles à la C.G.T. Dans le département la centrale unitaire a pour elle les Fédérations du bâtiment, des cheminots, des employés, des instituteurs ainsi que celle du service de santé. La C.G.T. a gardé les Fédérations de l'alimentation et des moyens le transport ainsi que le Syndicat des ouvriers des P.T.T.

Ainsi, assez paradoxalement, ce département si longtemps sensible à la propagande C.G.T. a tout coup basculé du côté de la C.G.T.U. Certes, en 1922, rien n'autorise à penser que ce choix est définitif; les effectifs de la C.G.T. sont encore assez proches de ceux de la C.G.T.U. pour que la centrale confédérée puisse réessayer de retrouver bientôt sa prépondérance. Une orientation se dessine néanmoins en faveur de la C.G.T.U., dont on ne sait encore si elle est provisoire ou définitive.

Sur le plan national la relation est claire entre l'échec des grèves et les divisions des travailleurs. Dans les Alpes-Maritimes la situation est un peu plus complexe du fait que le conflit de l'Usine à Gaz se déroule entre la scission socialiste et la scission syndicale. Au

⁴⁵ BAREL Virgile, Cinquante années... op. cit. p.

⁴⁶ C'est ce que nous a déclaré BAREL, entrevue du 7 janv. 1975.

⁴⁷ LABI Maurice, la grande division des travailleurs, première, scission de la C.G.T., 1914-1921, Paris, 1954, annexes.

niveau politique la scission socialiste désavantage la grève car la bourgeoisie et les autorités, conscientes des difficultés des travailleurs, n'hésitent pas à réagir vigoureusement. Le conflit est alors un grave échec. Et il n'est pas impossible que cet échec soit à l'origine du glissement syndical vers une position dure; en effet c'est immédiatement après ce conflit que l'on constate un renversement de tendance dans les Alpes-Maritimes : alors qu'en 1920 la C.G.T.U. est minoritaire, en juillet 1921 elle est devenue majoritaire.

Dans les Alpes-Maritimes le mouvement gréviste d'après-guerre a eu le mérite de montrer aux travailleurs leurs faiblesses, en particulier l'absence d'un encadrement syndical efficace. Cette situation a eu deux conséquences immédiates d'une part le brusque ralentissement des grèves se terminant par un échec retentissant, et d'autre part la division des travailleurs. Mais à long terme cette prise de conscience n'est peut-être pas inutile: la C.G.T. a progressé avant de laisser la prépondérance à la C.G.T.U. Bien que toujours minoritaires dans un monde syndical corporatiste, les centrales ouvrières, en dépit de leurs divisions, n'en ont pas moins jeté les bases d'une action efficace. A l'inverse, socialistes et communistes ne semblent pas encore trouver un écho favorable à leurs idées dans le milieu ouvrier. Peut-être était-il plus facile aux travailleurs des Alpes-Maritimes de passer du corporatisme à l'affiliation à une centrale, que d'évoluer de l'esprit corporatiste à l'esprit politique de la gauche socialiste et communiste.

III. Les hésitations du mouvement gréviste et l'organisation du monde du travail 1923-1129

La prospérité économique qui précède la grande crise n'est pas a priori favorable aux mouvements sociaux d'envergure, d'autant plus que le mouvement ouvrier des Alpes-Maritimes a montré en 1919-1920 de graves faiblesses. Pourtant, lorsque la situation l'exige, comme en 1927, où une courte flambée des prix et quelques problèmes d'emploi inquiètent les travailleurs, ces derniers se regroupent dans des syndicats et organisent des mouvements de grève. Après l'explosion syndicale et gréviste de 1919-1920, la décennie suivante peut paraître beaucoup moins importante; cependant n'est-ce pas à ce moment-là que commencent à se mettre en place les cadres d'une action future?

a) Un nouvel encadrement syndical.

La baisse des effectifs syndicaux après la scission des travailleurs (41 syndicats ouvriers en 1919, puis forte croissance: 98 en 1923, puis stagnation et léger déclin: 93 en 1926) succède à partir de 1926 un renouveau très important; en quatre ans apparaissent 45 syndicats ouvriers alors que seulement 19 disparaissent. Au 1er janvier 1930 on dénombre 120 syndicats ouvriers.

Cette reprise est due à plusieurs raisons: d'une part les cicatrices des divisions ouvrières ont tendance à disparaître, et d'autre part les difficultés syndicales dont on commence à sentir les effets vers 1925 se traduisent par un regain de la combativité ouvrière. Ensuite la stabilité syndicale est plus grande ce qui est un facteur favorable au renforcement du syndicalisme ouvrier. Enfin et surtout, la cohésion du mouvement ouvrier est accentuée par les idées politiques qui l'ont pénétrée : les syndicats indépendants disparaissent ou s'affilient à une grande centrale.

Renforcé, le syndicalisme ouvrier dans les Alpes-Maritimes représente une force importante: dès 1925, alors que ses effectifs sont en baisse par rapport à 1923, 11 occupe le onzième rang en France⁴⁸. Avant la crise, avec plus de 9000 membres et 120 syndicalistes, le département joue l'un des premiers rôles dans le syndicalisme français, ce qui est d'autant plus surprenant que la Côte d'Azur n'a jamais connu de prolétariat d'usine. Très en retard à la fin de

⁴⁸ Bulletin du ministère du Travail et de la prévoyance sociale octobre-décembre 1928, p.419 et sq.

la première guerre mondiale, le syndicalisme ouvrier de la région a connu une croissance forte que n'a pas suivie un effondrement total, comme cela s'est passé dans toute la France. Pourquoi cet effondrement n'a-t-il pas eu lieu? Probablement à cause de la coexistence d'un secteur important comme le bâtiment, politisé assez tôt, et du pullulement de petits métiers, forment ces associations professionnelles plutôt que des syndicats, mais ayant des conditions de travail suffisamment pénibles pour prêter le flanc à la politisation syndicale. Cette dernière se traduit par la croissance des deux grandes centrales ouvrières.

Le phénomène essentiel est la progression spectaculaire de la C.G.T.U.: plus de la moitié des syndicats qui se créent de 1923 à 1925 se déclarent "unitaires". La tendance apparue lors de la scission de 1922 se confirme donc: La C.G.T.U. joue dans les Alpes-Maritimes un rôle plus important que la C.G.T. Les syndicats dits, indépendants, sont quant à eux en fort déclin. En effet l'extension des affiliations aux deux grandes confédérations est consécutive à l'affaiblissement de l'esprit Corporatiste. Aussi le syndicalisme ouvrier, en partie sous l'impulsion des communistes, apparaît-il dynamique.

Toutefois cette évolution ne se réalise pas sans heurts: l'instabilité syndicale demeure, et les travailleurs, connaissant peut-être les avantages du pluralisme, subissent avant tout les difficultés des divisions. La progression syndicale ne doit pas faire illusion: elle ne se réalise qu'au tri vers de divisions dont on peut se demander si elles sont favorables à la combativité ouvrière lorsque les grèves exigent une certaine unité.

b) La reprise des conflits sociaux.

En 1919 et 1920, parce que l'encadrement syndical était trop faible, les grèves avaient surtout un aspect corporatiste. Or de 1923 à 1929 le syndicalisme ouvrier est gagné aux idées que professent les deux confédérations ouvrières; cette nouvelle situation se répercute-t-elle au niveau des conflits sociaux?

Après le grave échec du conflit de la Compagnie du Gaz, Nice en 1921, les travailleurs hésitent à engager de nouvelles grèves, d'autant plus que la scission syndicale a contribué à leur démobilisation; aussi les autorités peuvent-elles se montrer satisfaites: L'année 1923, en ce qui concerne la vie sociale proprement dite, s'est écoulée sans incident et le monde du travail dans les Alpes-Maritimes a fait preuve dans son ensemble, d'un excellent esprit qu'il n'est que juste de reconnaître⁴⁹.

De fait, cette année 1923 enregistré dans le département que 2 grèves. Mais en 1924 on assiste à une recrudescence des conflits sociaux, du nombre de 17. La hausse du coût de la vie est peut-être en partie à l'origine de ces conflits, bien que cette hausse ne fut réellement sensible qu'à partir de 1925. En réalité ces grèves traduisent la première manifestation de l'organisation de la C.G.T.U., et à travers elle des communistes, qui dirigent les conflits du bâtiment. Au mois d'août et de septembre, la presse reconnaît que la confédération unitaire a pris l'initiative mouvement, et ne s'en étonne pas puisque tous les travailleurs du bâtiment, surtout des Italiens, sont unitaires⁵⁰.

En 1925, alors que les prix ont fortement repris leur marche ascendante, les conflits s'espacent et on en dénombre seulement 7. Néanmoins, la plupart de ces conflits se terminent par un succès total pour les travailleurs: la hausse des prix est telle que les revendications ouvrières, qui concernent uniquement des augmentations de salaires, apparaissent entièrement justifiées.

Marquant le net redressement du syndicalisme ouvrier, l'année 1926 connaît également un renouveau du mouvement gréviste dont témoignent 14 conflits. Les causes en sont multiples: continuation de la hausse des prix et menace à moyen terme de chômage

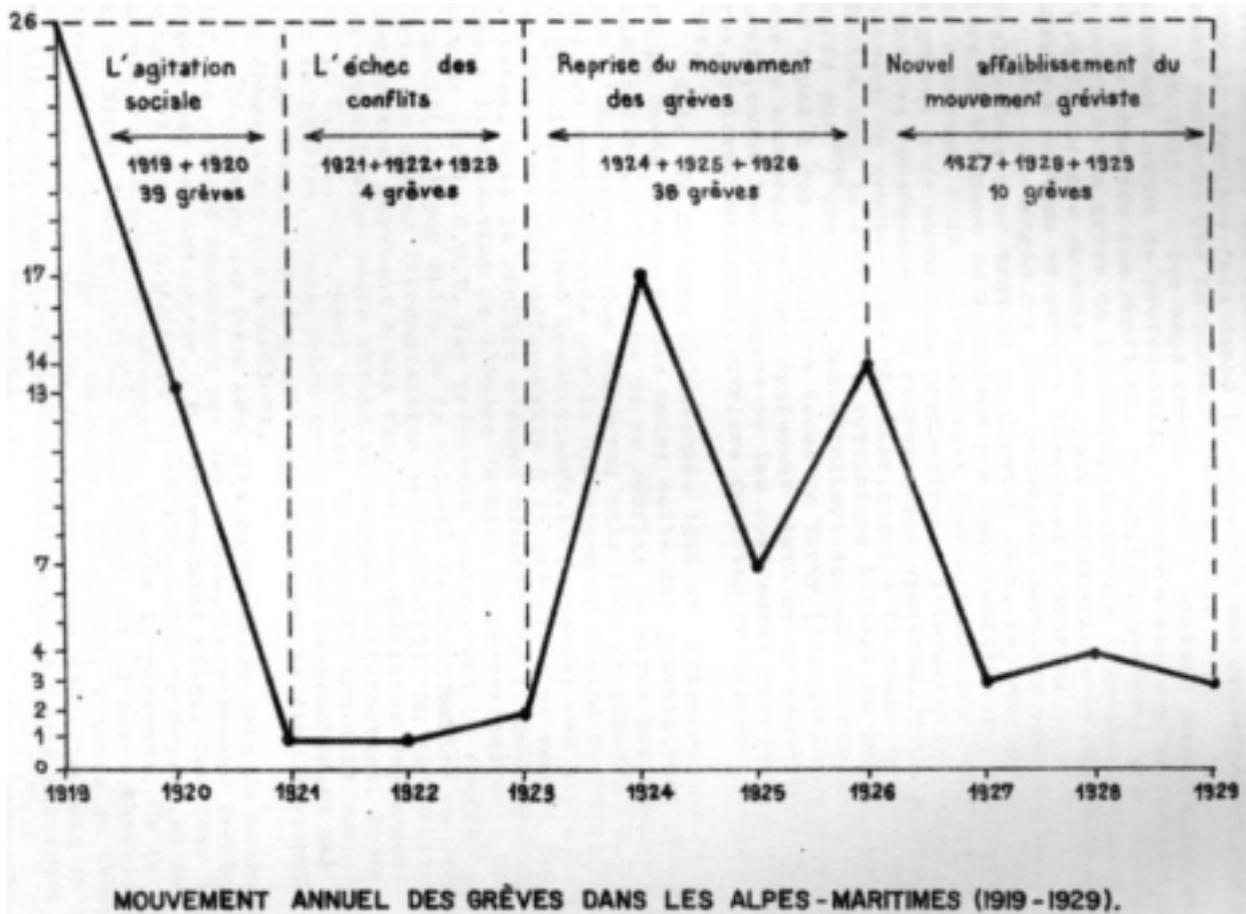
⁴⁹ Délibérations du Conseil Général. Exposé du Préfet sur la situation du département, 2 oct.1924.

⁵⁰ Le Petit Niçois, 29 sept.1924.

ne sont que des facteurs de déclenchement des conflits; la raison essentielle réside dans l'encadrement syndical qu'offrent les deux centrales, en particulier la C.G.T.U.

Les difficultés économiques de 1927 ne favorisent pas le déroulement de mouvements revendicatifs, au nombre de 3; la prospérité temporaire qui se rétablit en 1920-1929 concourt au même résultat: seulement 4 grèves en 1920 et 3 en 1929.

Ainsi les grèves semblent être en relation avec la croissance syndicale et avec les



effets de l'activité communiste; par contre elles ne se produisent pas dans les périodes de difficultés économiques: en 1924 comme en 1926 les travailleurs anticipent sur les difficultés de l'année suivante, et en 1925 comme en 1927, se montrent plus réservés. Encore est-il nécessaire de se demander si les professions dans lesquelles se produisent des conflits sont bien les mêmes que celles que les difficultés économiques menacent ainsi que celles qui profitent de la croissance syndicale.

En 1923 les deux grèves concernent l'une des colleurs en papiers peints, l'autre des ouvriers typographes; ces conflits restent ponctuels. Au contraire, l'année suivante, le mouvement revendicatif est beaucoup plus structuré et se limite principalement à deux catégories: les ouvriers et employés des tramways, ainsi que les ouvriers du bâtiment. Par trois fois les ouvriers cessent leur travail, d'abord à Nice, puis à Cannes, et enfin simultanément à Cannes et à Grasse; ces grèves sensibilisent l'opinion par elles se déroulent au moment des fêtes du Carnaval⁵¹.

Le déroulement des grèves dans le bâtiment en 1924 mérite d'être signalé. Le 30 juin 1924 les ouvriers peintres du bâtiment de Nice cessent leur travail; ils sont payés 2,75 francs de l'heure et demandent 4 francs. La grève touche 55 établissements employant au total 500

⁵¹d°, 27. fév.1924, Appel à la population du Maire de Nice, le maire demande l'arrêt des grèves afin de ne pas sacrifier la saison touristique.

ouvriers; tous sont grévistes. En juillet les négociations traînent et le conflit s'enlise sans qu'aucune solution ne soit envisagée. Un mois et demi s'est écoulé avant la décision de la fédération unitaire du bâtiment de soutenir les grévistes par une grève de solidarité. Cette attente s'explique par la réticence des travailleurs à s'entraider: les réflexes corporatistes d'indépendance semblent toujours jouer. Néanmoins, la grève de solidarité se déroule le 11 concernant 250 petites entreprises du bâtiment et rassemblent 3000 grévistes sur 3500 employés. Assez péniblement organisée, semble-t-il, cette grève impressionne néanmoins le monde patronal qui préfère alors transiger avec les grévistes en leur offrant 3,50 francs de l'heure. Pour le C.G.T.U. c'est incontestablement une victoire; aussi décide-t-elle de pousser ses avantages en lançant 5 nouvelles grèves en août et septembre dans les diverses professions du bâtiment à Nice, Menton et Cannes. Dans toutes ces grèves, le parti communiste soutient les travailleurs sans s'en cacher au contraire:

"Les militants du parti communiste en abandonnant leur travail s'exercent à la grève; aidés de leurs compagnes, ils se chargent des enfants des grévistes qu'ils promènent et avec lesquels ils font des quêtes dans les magasins de la ville. Ils sont en réalité les animateurs et les soutiens du mouvement gréviste"⁵².

Parmi les grévistes se trouvent une majorité d'Italiens qui n'hésitent absolument pas à manifester, quitte à s'exposer à la désapprobation publique, tout au moins à en croire un commissaire cannois:

"Plus de cent fois j'ai entendu dire, sur le passage des manifestants, que "c'était malheureux de voir ça", que "nous n'étions plus chez nous, que les Italiens étaient les maîtres de la rue, qu'ils devraient aller en faire autant chez eux où on leur ferait goûter de l'huile de ricin", etc."⁵³

Les Italiens, il est vrai, défilent en chantant l'hymne révolutionnaire italien, "la bendiera rossa", ce qui ne laisse pas que d'inquiéter le préfet, dont les mesures autoritaires semblent approuvées par le ministre de l'Intérieur: "En ce qui concerne les mesures d'expulsion dont une centaine d'Italiens auraient été l'objet, il n'en été fait qu'anticiper sur vos instructions, en avisant discrètement une dizaine de ces étrangers dont l'attitude violente était difficilement supportable dans notre pays, si voisin de la frontière et où les Français acceptent mal que les Italiens se donnent les apparences d'être chez eux"⁵⁴.

Finalement le mouvement gréviste se termine par des réussites comme par des échecs; l'essentiel demeure que la C.G.T.U. a pour la première fois donné la preuve de son organisation, puissamment secondée par le parti communiste⁵⁵.

En 1925, les sept grèves sont à nouveau ponctuelles et concernent autant de professions. Toutefois les confédérations ne sont pas absentes des conflits: la C.G.T.U. soutient avec succès les ouvriers en grève de la Compagnie du Gaz à Grasse, tandis que la C.G.T. accorde en vain son appui aux ouvriers et employés des tramways, à nouveau en grève à Cannes et à Grasse.

Peu découragés par leur échec, ces derniers cessent une nouvelle fois leur travail en janvier 1926. De nouveau les ouvriers du bâtiment se signalent par deux conflits qui tournent à leur avantage. Mais 1926 est avant tout marquée par l'extension des grèves à de nombreuses professions, à l'inverse de 1924; c'est là une des conséquences du redressement syndical. Par exemple, le renouveau du syndicalisme hôtelier, gagné à la cause de la C.G.T.U. coïncide avec le conflit les cuisiniers à Nice: 80 hôtels sont touchés par la grève, que les hôteliers

⁵² A.D. Versements du cabinet du Préfet du 12 juillet 1950, dossier n°50, "Grèves diverses", rapport du commissaire spécial de Nice au Préfet, 16 septembre 1924

⁵³ -id.- Rapport du commissaire de Cannes au Préfet, 21 septembre 1924.

⁵⁴ -id.- Rapport du Préfet au ministre de l'Intérieur, 23 septembre 1924.

⁵⁵ A.D., Versements du Cabinet du Préfet du 12 juil.1950, dossier n°50, "Grèves diverses", Rapport du Préfet au ministre de l'Intérieur, 13 septembre 1924.

tentent de briser en faisant appel à des cuisiniers venus de Vichy ⁵⁶. Diverses professions de commerçants sont également victimes de cessations de travail, comme les boulangers ou les coiffeurs; ouvriers en chaussures, potiers, menuisiers, ouvriers fumistes se mettent aussi en grève.

A la fin du mois de novembre 1926 se déclenche une grève dont la durée dépassera six mois: celle des travailleurs du spectacle de Nice. A l'origine de ce conflit se situe une simple demande d'augmentation des salaires; mais très rapidement des travailleurs sont renvoyés par la direction du Casino de Nice. Evalué globalement à 1000 travailleurs, le personnel des spectacles est dans l'ensemble défavorable à la grève: on ne compte que 200 grévistes. Mais le conflit s'étend bientôt car la municipalité concède la direction de l'Opéra de Nice au propriétaire du Casino. Soutenus par la C.G.T. les grévistes poursuivent un conflit qui s'endurcit (...) "par suite de la volonté du Grand Maître du Casino de Nice de briser l'organisation syndicale"⁵⁷. En définitive le grand maître parvient à ses fins et les grévistes reprennent leur travail sans avoir obtenu la moindre satisfaction. Echec pour la C.G.T. , mais aussi crainte (du morde du travail: durant tout le conflit, aucune autre grève n'a été déclenchée, et pas davantage dans les cinq mois qui suivirent sa fin. L'exemple d'un échec n'est pas stimulant.

D'ailleurs les deux conflits suivants, au mois de novembre 1927, se soldent également par des échecs. Le patronat local, soutenu par les autorités, a victorieusement réagi. Les deux échecs concernent l'un les ouvriers de l'Usine à Gaz de Grasse, où des renvois sont à nouveau prononcés, l'autre le personnel de la voirie de Nice : dans ce dernier cas, l'échec est dû aux interventions personnelles du préfet et du maire. Néanmoins, l'année se termine par le conflit des ouvriers des tramways, une nouvelle fois en grève; ils parviennent à obtenir un relèvement de leurs salaires.

Un an plus tard ces mêmes ouvriers des tramways cesseront leur travail pour la cinquième année consécutive. Mais 1923 et 1929 ne sont pas marquées par d'importants mouvements revendicatifs. Seuls deux des trois vaincus de 1927 tentent d'obtenir les avantages qu'ils ont déjà réclamés en vain; ainsi en octobre 1928 le personnel de la voirie bénéficie d'une augmentation de salaires, de même que les ouvriers de l'Usine à Gaz en Mars 1929. Les deux années voient également se dérouler deux nouvelles grèves dans le bâtiment.

Finalement on constate que ce sont presque toujours les mêmes travailleurs qui se mettent en grève: en premier lieu les ouvriers du bâtiment, puis les employés des tramways ou les ouvriers de l'Usine à Gaz; les travailleurs du Spectacle ne mènent qu'un conflit, mais dur. Or ces ouvriers sont précisément affiliés à l'une des confédérations, chacune connaissant des fortunes diverses: en effet, le C.G.T.U. enregistre plus de succès que le C.G.T. Pourtant, à partir de 1926, il semble que les professions touchées par les grèves soient plus nombreuses: c'est la conséquence de la croissance syndicale. L'horizon syndical commence à s'élargir; les revendications du monde du travail témoignent de cet élargissement.

c) De nouvelles revendications.

- La cinquantaine de grèves qui se produisent de 1923 à 1926 ont toutes pour objet le relèvement des salaires, sauf une grève de solidarité. La revendication de la journée de huit heures a pratiquement disparu; on ne la relève qu'en deux occasions chez les ouvriers du bâtiment à Nice en septembre 1924 et le même mois chez les électriciens de Cannes. Par la suite cette revendication n'est plus formulée car la journée de huit heures, semble-t-il, est assez largement appliquée par les employeurs. Néanmoins les ouvriers travaillent toujours six jours par semaine et personne ne songe encore à la semaine de quarante heures.

⁵⁶ Le Petit Niçois, 25 janvier 1926.

⁵⁷ La Voix du Peuple, janvier 1927.

Par contre apparaît en novembre 1927 une demande originale: les ouvriers des tramways (C.G.T.) font grève afin d'obtenir outre une augmentation, des congés payés de vingt jours. N'obtenant pas satisfaction sur le second point, ils cessent à nouveau leur travail un an plus tard pour les mêmes motifs, mais les employeurs restent intransigeants et considèrent visiblement comme une utopie la possibilité d'offrir trois semaines de congés payés. Pourtant cette idée se propage parmi les milieux syndicaux, et le 20 décembre 1929, au moment des achats de Noël, le syndicat des employés de magasins de Nice lance une grève avec une impensable plate-forme de revendications: augmentation des salaires, trois semaines de congés payés et week-end complet de deux jours. Ces demandes sont telles qu'elles effraient les travailleurs eux-mêmes: la grève est très peu suivie (141 grévistes sur environ, 1000 employés) et se solde par un échec. Toutefois une nouvelle conscience revendicative est née; les travailleurs commencent à envisager de meilleures conditions de vie et de travail. Déjà en janvier 1928; les facteurs de Nice avaient cessé leurs activités pour une seule revendication: la meilleure organisation de leur travail.

Certes l'ouvrier se préoccupe encore beaucoup plus de son salaire que de ses loisirs. Pourtant les nouvelles revendications témoignent d'un état d'esprit nouveau: être syndiqué, participer à une grève, c'est alors accepter une critique de la société établie en envisageant des modèles sociaux différents. Pour le travailleur des Alpes-Maritimes, c'est peut-être prendre conscience du fossé qui le sépare du monde luxueux qu'il côtoie quotidiennement.

De 1923 à 1929 les grèves ont rapidement perdu l'aspect corporatiste qui les caractérisait en 1919-1920; en effet, les confédérations ouvrières n'hésitent pas à soutenir les mouvements sociaux ou à lancer de nouvelles grèves. Il est désormais rare qu'un conflit éclate sans directives syndicales. Mieux structuré qu'auparavant, le syndicalisme ouvrier propage des idées que quelques grèves font apparaître pour la première fois, en particulier la revendication de longs congés payés.

Après la scission de 1922, le pluralisme syndical apparaît en France comme la preuve de l'échec des travailleurs; de fait, la Période qui précède les années 1930 est celle où le syndicalisme ouvrier tente sans grand succès de regagner les travailleurs. Or dans les Alpes-Maritimes la situation est inverse: les deux confédérations ouvrières réalisent des progrès remarquables. De manière encore plus surprenante, la C.G.T.U., dont les effectifs fondent en France, rallie dans le département plus de travailleurs que la C.G.T. La centrale unitaire se porte d'ailleurs fréquemment sur le front de grève et obtient de plus nombreux succès que la C.G.T. Cette prépondérance de la C.G.T.U. est le résultat de l'action efficace entreprise par le parti communiste dès 1924 pour gagner les travailleurs à la confédération unitaire. A l'inverse, la C.G.T. ne semble pas disposer de soutiens efficaces; peut-être même n'en désire-t-elle pas; les socialistes peu nombreux mais les communistes ne sont pas non plus légion), qui éventuellement auraient pu soutenir la C.G.T., n'apparaissent pas suffisamment proches des travailleurs pour se les rallier. Rien ne permet de supposer qu'il y ait eu une symbiose importante entre socialistes et cégétistes: là est peut-être une des raisons des moindres succès enregistrés dans le département par le parti socialiste et la C.G.T. et c'est probablement par le biais du syndicalisme unitaire que le parti communiste des Alpes-Maritimes a pu se faire connaître parmi les travailleurs. Certes le mouvement syndical est hésitant jusqu'en 1926 et au-delà reste divisé; certes les grèves n'atteignent jamais l'ampleur qu'elles connurent dans l'immédiat après-guerre. Cependant le travail syndical, effectué lentement a eu le mérite de définir de nouvelles orientations qui annoncent le syndicalisme moderne.

S'il est vrai que les grèves, qui forment chacune une coalition provisoire alors qu'un syndicat est une coalition permanente, sont significatives, car leur déroulement comme par leur résultat, du degré de mobilisation et de puissance des travailleurs, celles qui se déroulent de 1919 à 1929 dans les Alpes-Maritimes sont particulièrement instructives. En effet, les grèves de 1919 et celles de 1929 n'ont plus rien, ou presque, en commun. C'est qu'entre-temps

le mouvement gréviste a connu un double changement catégoriel et qualitatif. Au contraire, du point de vue quantitatif, on observe un certain Parallélisme entre des moments d'explosion gréviste et d'autres d'accalmie.

En 1919 et 1920 les grèves sont nombreuses, au nombre de 39; à une parenthèse de trois ans (4 grèves de 1921 à 1923) succède une nouvelle reprise du mouvement gréviste: 33 grèves en 3 ans (1924-1928); enfin, de 1927 à 1929, avec les grèves, on constate un nouvel affaiblissement des conflits sociaux. Il existe donc un rythme des grèves, que n'expliquent pas entièrement les conditions socio-économiques: les difficultés de l'après-guerre n'empêchent pas une agitation sociale qui cesse lorsque la reprise économique s'amorce en 1921. Les grèves se réduisent-elles donc lorsque: les conditions socio-économiques se détériorent? Pas forcément il se produit ensuite le contraire: les grèves reprennent de 1924 à 1926 en pleine prospérité, et cessent en 1927 lors de passagères difficultés économiques. En réalité, le rythme des grèves s'explique, semble-t-il par leur syndicalisme interne: quelques succès importants provoquent une généralisation des conflits; un échec grave suffit à rendre prudent le monde du travail, ainsi les premiers succès de 1919 inaugurent les conflits, ceux de 1924 entraînent la reprise du mouvement gréviste, et à l'inverse l'échec des ouvriers de la compagnie du Gaz en janvier-mars 1921, ainsi que celui des travailleurs du Spectacle de novembre 1925 à avril 1927 sont à l'origine de deux périodes de calme. Tout se passe comme si le monde du travail est extrêmement sensible au déroulement d'une grève et n'agit qu'en fonction de son résultat: à ce point de vue la situation n'a guère évolué de 1919 à 1929.

Par contre, le changement catégoriel est net, se traduisant par une extension constante de la participation socio-professionnelle au mouvement gréviste. Les grèves de 1919 sont-elles avant tout le fait des commerçants, artisans et des ouvriers du bâtiment; puis les employés de la fonction publique se portent dès 1920 sur le front social; enfin, quelques années plus tard la branche hôtelière est à son tour touchée par les grèves. En 1929 toutes les activités économiques des Alpes-Maritimes semblent aptes à connaître des mouvements revendicatifs.

Mais l'essentiel reste peut-être un changement qualitatif qui se produit insensiblement. En 1919 les grèves ne sont pas organisées, éclatant sans aucune directive ni concertation et ne concernent qu'une revendication unique, l'augmentation des salaires.

Vers 1926, les grèves deviennent réfléchies, obéissent à des mots d'ordre, et avancent les revendications nouvelles, comme par exemple les congés payés. D'une période à l'autre, l'état d'esprit a changé: le corporatisme a cédé la place à un syndicalisme d'aspect moderne, le concept de "groupe social" s'efface peu à peu devant celui de la "classe sociale". Dans cette évolution, la C.G.T.U. mouvement secondée par le parti communiste a joué un rôle primordial le Front populaire, avant même la grande crise, les cadres permettant un mouvement revendicatif efficace sont en place dans les Alpes-Maritimes

Patrick FALCONNIER

CALENDRIER MENSUEL ET ANNUEL DES GREVES DANS LES ALPES-MARITIMES
1919-1929

années	J	F	M ^s	Av.	M	Jn	Jt	Ao	S	O	N	D	Total année/
1919	..	..	..	1	9	7	1	2	1	1	4	..	26
1920	3	..	..	..	2	2	..	..	..	3	1	2	13
1921	..	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1
1922	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1
1923	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	1	..	2
1924	..	1	..	1	1	1	..	5	7	1	..	..	17
1925	2	1	1	..	..	..	..	2	..	..	1	..	7
1926	2	3	..	..	1	1	..	4	1	1	1	..	14
1927	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3	..	3
1928	1	..	1	..	..	..	..	..	..	2	..	..	4
1929	..	..	1	..	..	..	1	..	..	..	..	1	3
Total/ mois	9	7	5	2	14	11	2	13	9	7	12	3	91 pr 1919- 1929

TABLEAU DES GREVES- 1919 (1ère partie)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
VILLE	Nice	Nice	Nice	Nice	Val-lauris	Cannes	Nice	Nice	Nice	Nice Cannes	Nice	Nice	Cannes
Profession	Taill. et coutur.	Marbr.	Balay.	Char- ret.	Pot.	Boulan- gers	ouv. chauss	Mécan.	ouv. impr.	Vermi- cell.	Menuis.	Tonne- liers	ouv. parf.
Date	15/4... au 12/5	3/5 au 21/5	4/5au 14/5	5/5au 10/5	5/5au 16/6	12/5au 13/6	15/5au 19/5	26/5au 31/5	28/5au 29/5	28/5au 3/7	2/6au 4/6	11/6au 16/6	16/6 au 17/6
Nbre d'étab ^{ts} touchés	150	16	1	12	24	44	1	1	40	8	2	10	1
Nbre d'empl. ds les étab ^{ts}	4200	170	141	250	650	60	98	100	200	267	120	150	90
Nbre de gré- vistes	600	170	141	250	160	60	60	100	150	267	95	150	76
Nbre de jours de chômage	13200	2550	1259	1250	5440	1080	180	400	150	7743	190	600	76
Demandes des grévistes	S 8H	6 8H	S	S	S	S	Réint. 2 ouv. 8H	Réint. 2 ouv.	S	S	8H	S 8H	S 8H
Résultats	T CCT	T	T P/K	T	R K	T	R P	T 1 rep.	T	T P	R	R	E lic.

Légende: S= augmentation salaire

8H= demande journée 8h.

R= réussite

T= transaction

E= échec

P= sur intervention Préfet

M= sur intervention Maire

Réint.= réintégration de..ouvriers

E.lic.= échec et licenciements

CCT.= convention collective de travail

TABLEAU DES GREVES - 1919 (2e partie)

	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
VILLE	Nice	Nice	Nice	Nice	Nice	Nice	Nice	Nice	Nice	Cannes	Nice	Nice	Nice
Profession	mécan.	menuis.	boul.	plomb.	maçons	plâtr.	empl. trans	boulangers	ouvr. chaus.	empl. trans	empl. comm.	typog.	charr
Date	16/6au 16/7	18/6au 29/6	19/6au 22/6	21/6au 3/7	28/7 au27/8	8/8au 21/8	15/8au 15/9	21/9au 5/10	20/10 au3/11	1/11au 29/11	3/11au 7/11	5/11au 10/11	21/11 26/11
Nbre d'étabts touchés	20	48	150	35	30	8	1	10	1	1	9	48	14
Nbre d'empl. dans les étabts	400	250	300	97	220	50	1000	40	140	129	342	200	400
Nbre de grévistes	400	150	300	76	220	40	970	40	70	129	292	150	400
Nbre de jours de chômage	10000	1900	900	660	7000	400	24250	480	770	2957	1162	640	1600
Demandes des grévistes	S	S	S	S	S 8E	S 8E	S	S	Réint. i ouv.	S	S	S	S 8E
Résultats	T P	T	T P	T	T P	T P	T P K	E	E	T P	T P CCT	T	T P

TABLEAU DES GREVES - 1920

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
VILLE	Nice	Menton	Nice	Grasse	Cannes	Menton	Nice	Nice	Nice	Vallauris	Vallauris	Grasse	Nice
Profession	empl. banque	empl. banque	garç. hôt. cuisin.	ouv. parf.	ouv. bât.	ouv. us.gaz	ouv. us.gaz	balay. -eurs	boulang.	potiers	pot.	ouv. impr.	typog.
Date	12/1au 16/1	13/1au 26/1	18/1au 24/1	9/5au 13/5	10/5au 17/6	15/6au 23/6	24/6au 28/6	5/10au 14/10	20/10au 21/10	25/10au 3/11 ^{au}	22/11 ^{au} 30/11	3/12au 2/1/21	10/12 20/12
Nbre d'étab. touchés	6	6	100	30	115	1	1	1	167	19	19	4	40
Nbre d'empl. des étabts	700	70	2500	1200	900	31	475	155	..	900	900	30	200
Nbre de grévistes	378	60	2000	800	900	30	475	155	..	400	350	30	150
Nbre jours de chômage	4380	660	10000	3200	11408	210	1425	1240	..	2400	1876	720	1200
Demandes des grévistes	S	S	S _{OR}	S	S	S	S	S	amélior. farine	S	S	S	S
Résultats	E	T	T P	T	R	T	T	E	R P M	R M	E M	T	T